

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
GÉNÉRALITÉS (n° 1)	11
CHAPITRE PREMIER. — PRÉSENTATION DES CODES ET NOTIONS CLÉS	14
<i>Section 1. — Présentation du Code pénal et notions clés</i> (n° 8)	14
§ 1. — Le critère de la classification des infractions en crimes, délits, contraventions (n° 15)	18
§ 2. — Les conséquences de la classification des infractions en crimes, délits, contraventions (n° 18)	18
<i>Section 2. — Présentation du Code de Procédure pénale</i> (n° 21)	20
§ 1. — Les organes de la Procédure pénale (n° 25)	22
§ 2. — Le déroulement de la Procédure pénale (n° 26)	22
CHAPITRE II. — L'ÉVOLUTION DU DROIT PÉNAL ET DE LA PROCÉDURE PÉNALE	26
<i>Section 1. — Évolution jusqu'à 1810</i> (n° 31)	26
§ 1. — Le déclin de la justice privée (n° 32)	26
§ 2. — L'Ancien Droit (n° 33)	27
§ 3. — Les conquêtes legalistes (n° 34)	28
§ 4. — Les Codes napoléoniens (n° 36)	29
<i>Section 2. — Évolution depuis 1810</i> (n° 39)	31
§ 1. — Influence des doctrines successives (n° 40)	31
A) L'École néo-classique (n° 41)	31
B) L'École positiviste (n° 43)	32
C) L'École de la défense sociale nouvelle (n° 46)	34
§ 2. — Apparition et développement des sciences criminelles (n° 48)	36
§ 3. — État actuel de l'évolution	38

PREMIÈRE PARTIE

DROIT PÉNAL

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — L'INFRACTION PÉNALE.....	45
<i>Section 1. — Le concept d'infraction pénale (n° 58)</i>	<i>45</i>
<i>Section 2. — Le classement des infractions (n° 63)</i>	<i>48</i>
§ 1. — Classifications d'après la nature des infractions (n° 64)	48
A) Infractions de droit commun et infractions politiques (n° 65)	49
B) Infractions de droit commun et infractions militaires (n° 69)	50
§ 2. — Classification d'après le mode d'exécution des infractions (n° 70)	51
A) Classifications fondées sur le mode matériel d'exécution (n° 71)	51
B) Classifications fondées sur le mode psychologique d'exécution (n° 81)	54
Titre Premier. — LA LOI PÉNALE.....	57
CHAPITRE I. — LA NÉCESSITÉ DE LA LOI PÉNALE	58
<i>Section 1. — Le principe de légalité (n° 85)</i>	<i>58</i>
<i>Section 2. — La notion de légalité (n° 88)</i>	<i>60</i>
§ 1. — Les normes supra-législatives (n° 89)	61
A) La Constitution française (n° 90)	61
B) Les traités internationaux (n° 91)	61
§ 2. — Les lois proprement dites (n° 93)	62
§ 3. — Les décrets-lois (n° 98)	64
§ 4. — Les règlements administratifs (n° 102)	65
CHAPITRE II. — LA SPHÈRE D'APPLICATION DE LA LOI PÉNALE	68
<i>Section 1. — Application de la loi pénale dans le temps (n° 107)</i>	<i>68</i>
§ 1. — Application des lois pénales de fond (n° 108)	68
A) La non-rétroactivité des lois pénales plus sévères (n° 109) ..	69
B) La rétroactivité des lois pénales plus douces (n° 110)	69
§ 2. — L'application des lois pénales de forme (n° 111)	70
<i>Section 2. — Application de la loi pénale dans l'espace (n° 112)</i>	<i>71</i>
§ 1. — Infractions commises sur le territoire français (n° 113)	71
§ 2. — Infractions commises hors du territoire français (n° 115)	73
CHAPITRE III. — L'APPLICATION DE LA LOI PÉNALE PAR LE JUGE.....	75
<i>Section 1. — La qualification (n° 120)</i>	<i>75</i>
<i>Section 2. — Le contrôle de légalité (n° 126)</i>	<i>78</i>
<i>Section 3. — Interprétation restrictive de la loi pénale (n° 130)</i>	<i>80</i>

Titre II — LA RESPONSABILITÉ PÉNALE	82
Sous-titre I. — La responsabilité pénale des personnes physiques ...	83
CHAPITRE PREMIER. — LES ÉLÉMENTS DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES PERSONNES PHYSIQUES	84
<i>Section 1. — L'élément matériel de la responsabilité pénale des personnes physiques (n° 138)</i>	<i>84</i>
<i>Sous-section 1. — L'élément matériel de l'infraction inachevée (n° 141)</i>	<i>85</i>
§ 1. — La tentative punissable (n° 142)	86
A) Le commencement d'exécution (n° 144)	87
B) L'absence de désistement disculpateur (n° 148)	88
§ 2. — L'infraction impossible (n° 151)	89
<i>Sous-section 2. — L'élément matériel de l'infraction commise à plusieurs (n° 154)</i>	<i>91</i>
§ 1. — La complicité (n° 155)	91
A) Les éléments de la complicité (n° 156)	91
B) La répression de la complicité (n° 164)	94
§ 2. — La responsabilité pénale du fait d'autrui (n° 171)	96
<i>Section 2. — L'élément psychologique de la responsabilité pénale des personnes physiques (n° 178)</i>	<i>99</i>
<i>Sous-section 1. — L'élément psychologique dans les infractions intentionnelles (n° 179)</i>	<i>99</i>
§ 1. — Définition de l'intention coupable (n° 181)	100
§ 2. — Distinction de l'intention et des mobiles (n° 183)	100
§ 3. — Discordance entre intention et résultat de l'action (n° 188)	102
A) Le dol indéterminé (n° 189)	102
B) L'infraction praeter-intentionnelle (n° 190)	102
C) Le dol éventuel (n° 191)	103
<i>Sous-section 2. — L'élément psychologique dans les infractions non-intentionnelles (n° 194)</i>	<i>104</i>
§ 1. — Détermination de l'élément psychologique (n° 195)	104
§ 2. — Liste des infractions non-intentionnelles (n° 200)	105
CHAPITRE II. — LES CAUSES D'IRRESPONSABILITÉ PÉNALE DES PERSONNES PHYSIQUES	108
<i>Section 1. — Les causes de non-imputabilité (n° 213)</i>	<i>110</i>
§ 1. — La perte du libre arbitre (n° 214)	110
A) Le délabrement mental (n° 216)	111
B) La concomitance des faits avec le délabrement mental (n° 218)	111
§ 2. — La contrainte irrésistible (n° 221)	112
A) Variétés possibles de contrainte (n° 223)	113
B) Conditions auxquelles la contrainte est source d'irresponsabilité (n° 228)	114
§ 3. — L'erreur inévitable sur le droit (n° 231)	115

Titre III - LES PEINES	141
Sous-Titre I — L'arsenal répressif	142
CHAPITRE I — LA PEINE ET LES NOTIONS VOISINES	143
<i>Section 1. — Peine et mesure punitive (n° 312)</i>	144
§ 1. — Protection constitutionnelle contre une mesure punitive (n° 315).....	145
§ 2. — Protection européenne contre une mesure punitive (n° 318).....	147
<i>Section 2. — Peine et mesure de sûreté (n° 322)</i>	148
§ 1. — L'histoire de la mesure de sûreté (n° 323).....	148
§ 2. — Présentation des diverses mesures de sûreté (n° 326).....	150
CHAPITRE II — LES PEINES ÉDICTÉES PAR NOS LOIS PÉNALES	152
<i>Section 1 — Les classifications des peines (n° 334)</i>	153
§ 1. — Classification suivant leur objet (n° 335).....	153
A) Les peines privatives de liberté (n° 336).....	154
B) Les peines restrictives de liberté (n° 338).....	154
C) Les peines privatives ou restrictives de droits (n° 343).....	156
D) Les peines pécuniaires (n° 347).....	157
E) La publicité de la condamnation (n° 352).....	159
§ 2. — Classification suivant leur statut (n° 353).....	159
A) Peine de droit commun, peine politique (n° 354).....	160
B) Peine principale, accessoire ou complémentaire (n° 355).....	160
C) Peine criminelle, correctionnelle, ou de police (n° 358).....	161
<i>Section 2. — Les peines applicables aux personnes physiques (n° 359)</i>	162
§ 1. — Les peines criminelles (n° 360).....	162
§ 2. — Les peines correctionnelles (n° 363).....	163
§ 3. — Les peines contraventionnelles (n° 365).....	163
<i>Section 3. — Les peines applicables aux personnes morales (n° 370)</i>	165
§ 1. — Peines criminelles et correctionnelles (n° 371).....	165
§ 2. — Peines contraventionnelles (n° 376).....	167
Sous-Titre II — La détermination de la peine	169
CHAPITRE I — DÉTERMINATION DE LA PEINE AU CAS D'UNITÉ D'INFRACTION	170
<i>Section 1 - Détermination de la peine encourue (n° 382)</i>	170
§ 1. — L'acte de poursuite (n° 383).....	171
§ 2. — La décision sur la poursuite (n° 385).....	171
<i>Section 2 — Détermination de la peine prononcée (n° 388)</i>	173
§ 1. — Dans le cadre criminel (n° 389).....	173

§ 2. — Dans le cadre correctionnel (n° 393)	175
A) Dispense ou ajournement de la peine (n° 395)	175
B) Latitude dans le choix de la peine (n° 401)	177
C) Pluralité de peines pour un même délit (n° 413)	181
§ 3. — Dans le cadre contraventionnel (n° 417)	183
A) Peines concernant les personnes physiques (n° 419)	183
B) Les peines concernant les personnes morales (n° 424)	185

CHAPITRE II — DÉTERMINATION DE LA PEINE AU CAS DE PLURALITÉ D'INFRACTIONS

187

Section 1 — La récidive (n° 434)

188

§ 1. — Récidive des personnes physiques (n° 438)

189

A) 1^{er} terme = un crime ou un délit tenu pour très grave (n° 439)

189

B) 1^{er} terme = un délit autre que tenu pour très grave (n° 445)

191

C) 1^{er} terme = une contravention (n° 449)

192

§ 2. — Récidive des personnes morales (n° 452)

192

A) 1^{er} terme = crime ou un délit tenu pour très grave (n° 453) ..

192

B) 1^{er} terme = un délit autre que tenu pour très grave (n° 459) ..

194

C) 1^{er} terme = une contravention (n° 463)

195

Section 2. — Le concours d'infractions (n° 466)

196

§ 1. — Hypothèse d'une procédure unique (n° 469)

196

A) Premier principe - Cumul possible des peines de nature différente (n° 470)

197

B) Second principe - Cumul plafonné des peines de nature identique (n° 471)

197

§ 2. — Hypothèse de procédures séparées (n° 474)

198

Section 3 — Le casier judiciaire (n° 477)

199

§ 1. — Le fichier (n° 484)

201

A) Description d'ensemble du fichier (n° 485)

201

B) Contenu des fiches (n° 490)

203

§ 2. — Les bulletins (n° 502)

207

Sous-Titre III - Le sort de la peine

209

CHAPITRE I - LA SUSPENSION DE LA PEINE

210

Section 1 — Le sursis simple (n° 512)

212

§ 1. — Les conditions du sursis simple (n° 513)

212

A) Conditions relatives au passé pénal du délinquant (n° 514)

212

B) Conditions relatives à la peine comportant le sursis (n° 516)

213

§ 2. — Effets du sursis simple (n° 518)

213

A) lorsque la condition est encore en suspens (n° 520)

214

B) lorsque la condition ne se réalise pas (n° 521)

214

C) lorsque la condition se réalise (n° 524)

215

<i>Section 2 — Le sursis avec mise à l'épreuve</i> (n° 525).....	215
§ 1 — Conditions du sursis avec mise à l'épreuve (n° 528).....	216
A) Conditions relatives à l'octroi du sursis (n° 529).....	216
B) Conditions relatives à l'épreuve imposée (n° 531).....	217
§ 2. — Effets du sursis avec mise à l'épreuve (n° 536).....	218
A) Hypothèse d'échec à l'épreuve (n° 537).....	219
B) Hypothèse de réussite à l'épreuve (n° 541).....	220
<i>Section 3 — Le sursis assorti de l'obligation d'un travail d'intérêt général</i> (n° 543).....	220
§ 1. — Sursis - TIG concomitant à la condamnation (n° 544).....	220
§ 2. — Sursis - TIG postérieur à la condamnation (n° 547).....	221
CHAPITRE II — L'EXÉCUTION DE LA PEINE	222
<i>Section 1 — Les établissements pénitentiaires</i> (n° 554).....	224
<i>Section 2 — Le régime pénitentiaire</i> (n° 566).....	228
§ 1. — Le régime pénitentiaire en milieu fermé (n° 567).....	229
A) Les diverses sortes de régime pénitentiaire (n° 568).....	229
B) L'individualisation du régime pénitentiaire (n° 573).....	231
§ 2. — Le régime pénitentiaire en milieu ouvert (n° 579).....	233
A) La période de sûreté (n° 581).....	233
B) Les diverses mesures du régime ouvert (n° 592).....	236
<i>Section 3 — Le juge de l'application des peines</i> (n° 598).....	238
CHAPITRE III - L'EXTINCTION DE LA PEINE	240
<i>Section 1 — La prescription de la peine</i> (n° 603).....	240
<i>Section 2 — La grâce</i> (n° 609).....	242
§ 1. — La grâce présidentielle (n° 611).....	243
§ 2. — La grâce judiciaire (n° 613).....	243
<i>Section 3 — L'amnistie</i> (n° 615).....	244
§ 1. — Les conditions de l'amnistie (n° 617).....	245
§ 2. — Les effets de l'amnistie (n° 621).....	246
A) L'amnistie efface les condamnations (n° 622).....	246
B) La matérialité des faits amnistiés subsiste (n° 625).....	247
<i>Section 4 — La réhabilitation</i> (n° 626).....	248
§ 1. — Les conditions de la réhabilitation (n° 627).....	248
A) La réhabilitation judiciaire (n° 628).....	248
B) La réhabilitation légale (n° 633).....	250
§ 2. — Les effets de la réhabilitation (n° 636).....	250

DEUXIÈME PARTIE

PROCÉDURE PÉNALE

GÉNÉRALITES (n° 638)	255
Titre Premier. — DES ACTIONS QUI NAISSENT DE L'INFRACTION :	
ACTION PUBLIQUE ET ACTION CIVILE	259
CHAPITRE PREMIER. — LES SUJETS DES ACTIONS PUBLIQUE ET CIVILE	262
<i>Section 1. — Le Ministère public</i> (n° 652)	263
§ 1. — La notion de Ministère public (n° 654)	263
§ 2. — Le droit du Ministère public à l'exercice de l'action publique (n° 659)	266
<i>Section 2. — La victime</i> (n° 665)	269
§ 1. — Les ayants droit de la victime (n° 666)	269
§ 2. — La victime personne morale (n° 670)	271
CHAPITRE II. — L'EXERCICE DES ACTIONS PUBLIQUE ET CIVILE	273
<i>Section 1. — L'action du Ministère public</i> (n° 675)	273
<i>Section 2. — L'action de la victime</i> (n° 678)	275
§ 1. — L'option ouverte à la victime (n° 679)	276
§ 2. — L'exercice de l'action civile par la voie civile (n° 681)	277
§ 3. — L'exercice de l'action civile par la voie répressive (n° 683)	278
A) Formes de la constitution de la partie civile (n° 684)	278
B) Conséquences de la constitution de partie civile (n° 695)	279
CHAPITRE III. — L'EXTINCTION DES ACTIONS PUBLIQUE ET CIVILE	282
<i>Section 1. — Prescription de l'action publique</i> (n° 691)	283
<i>Section 2. — Prescription de l'action civile</i> (n° 696)	285
Titre II. — DE LA POLICE JUDICIAIRE ET DE L'INSTRUCTION	
PRÉPARATOIRE	286
CHAPITRE PREMIER. — DES PREUVES	287
<i>Section 1. — L'aveu</i> (n° 703)	289
<i>Section 2. — Le témoignage</i> (n° 705)	290
<i>Section 3. — Les constatations matérielles</i> (n° 710)	292
<i>Section 4. — Les présomptions ou indices</i> (n° 715)	295
<i>Section 5. — Les écrits</i> (n° 717)	296

CHAPITRE II — DE LA POLICE JUDICIAIRE	298
<i>Section 1. — Le personnel de la police judiciaire</i> (n° 721)	299
§ 1. — Les officiers et les agents de police judiciaire (n° 724)	302
A) Les officiers de police judiciaire (n° 725)	303
B) Les agents de police judiciaire (n° 726)	303
§ 2. — Les fonctionnaires et les agents chargés de certaines fonctions de police judiciaire (n° 727)	304
<i>Section 2. — Les actes de police judiciaire</i> (n° 729)	304
§ 1. — L'enquête sur infraction flagrante (n° 731)	305
A) Les investigations matérielles (n° 733)	306
B) Les collectes de dépositions (n° 736)	307
§ 2. — L'enquête préliminaire (n° 742)	312
§ 3. — Les contrôles d'identité (n° 745)	313
CHAPITRE III — DE L'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE	315
<i>Section 1. — L'instruction par le juge d'instruction</i> (n° 747)	315
§ 1. — La saisine du juge d'instruction (n° 750)	318
§ 2. — La recherche des preuves (n° 753)	319
A) Les investigations matérielles (n° 756)	324
B) Les collectes de dépositions (n° 758)	327
§ 3. — Les mandats (n° 761)	330
§ 4. — Le contrôle judiciaire (n° 765)	332
§ 5. — La détention provisoire (n° 768)	334
§ 6. — Les commissions rogatoires (n° 775)	343
§ 7. — La clôture de l'instruction (n° 778)	346
<i>Section 2. — L'instruction par la Chambre d'accusation</i> (n° 781)	349
§ 1. — La Chambre d'accusation, juridiction facultative d'instruction du second degré, en matière de non criminelle (n° 784)	350
A) La saisine de la Chambre d'accusation (n° 785)	350
B) La procédure devant la Chambre d'accusation (n° 796)	355
C) Les pouvoirs de la chambre d'accusation (n° 797)	356
§ 2. — Juridiction obligatoire d'instruction du second degré, en matière criminelle (n° 798)	357
Titre III — DES JURIDICTIONS REPRESSIVES DE JUGEMENT	359
CHAPITRE PREMIER. — LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX RÉPRESSIFS	362
<i>Section 1. — Règles générales de compétence</i> (n° 809)	362
<i>Section 2. — Dérogations aux règles générales de compétence</i> (n° 816)	364
§ 1. — La plénitude de juridiction de la Cour d'assises (n° 817)	364
§ 2. — La correctionnalisation (n° 818)	365
§ 3. — La connexité (n° 822)	366
§ 4. — L'exception préjudicielle au jugement (n° 825)	367

CHAPITRE II. — LA COUR D'ASSISES	370
<i>Section 1. — Organisation de la Cour d'assises</i> (n° 831)	370
<i>Section 2. — La procédure en Cour d'assises</i> (n° 835)	373
§ 1. — La procédure jusqu'à l'ouverture de l'audience inclusivement (n° 837)	373
§ 2. — Les débats à l'audience jusqu'à la clôture des débats (n° 844)	376
§ 3. — La procédure après la clôture des débats jusqu'au verdict (n° 853)	379
<i>Section 3. — La procédure de contumace</i> (n° 860)	382
CHAPITRE III. — LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL (n° 866)	385
CHAPITRE IV. — LE TRIBUNAL DE POLICE (n° 875)	393
CHAPITRE V. — LES VOIES DE RECOURS (n° 879)	395
<i>Section 1. — Voies de recours antérieures à l'autorité de la chose jugée</i> (n° 884)	396
§ 1. — L'opposition aux jugements par défaut (n° 885)	396
§ 2. — L'appel (n° 889)	399
§ 3. — Le pourvoi en cassation dans l'intérêt des parties (n° 897)	403
<i>Section 2. — L'autorité de la chose jugée</i> (n° 906)	409
§ 1. — Autorité de la chose jugée au criminel sur le criminel (n° 908)	410
§ 2. — Autorité de la chose jugée au criminel sur le civil (n° 911)	411
<i>Section 3. — Voies de recours postérieures à l'autorité de la chose jugée</i> (n° 917)	414
§ 1. — Le pourvoi en cassation dans l'intérêt de la loi (n° 918)	414
§ 2. — Le pourvoi en annulation d'ordre du garde des Sceaux (n° 919)	414
§ 3. — Le pourvoi en révision (n° 921)	415

TROISIÈME PARTIE

LA MINORITÉ PÉNALE

CHAPITRE PREMIER. — LES RÈGLES DE FOND	422
<i>Section 1. — La responsabilité pénale du mineur</i> (n° 933)	422
<i>Section 2. — Les mesures éducatives</i> (n° 937)	423
<i>Section 3. — La liberté surveillée</i> (n° 939)	425

CHAPITRE II. — LES RÈGLES DE COMPÉTENCE ET DE PROCÉDURE	426
<i>Section 1. — Organisation judiciaire et compétence (n° 943)</i>	<i>426</i>
<i>Section 2. — La procédure (n° 951)</i>	<i>429</i>
§ 1. — L'instruction (n° 953)	429
A) Règles générales applicables à l'instruction (n° 956)	430
B) Règles particulières à l'instruction par le juge d'instruction (n° 964)	432
C) Règles particulières à l'instruction par le juge des enfants (n° 965)	433
§ 2. — Le jugement (n° 968)	434
§ 3. — Les suites du jugement (n° 972)	435
CHAPITRE III. — LES ÉTABLISSEMENTS POUR MINEURS	437
TABLE ALPHABÉTIQUE	439